

mêmes du régime bourgeois : la potentialité de la production pouvait s'épancher soit dans la reprise économique du marché métropolitain, soit dans la création de consommateurs additionnels dans les colonies. Actuellement, il en est tout autrement des crises et de la dépression. Ces dernières ne représentent nullement des moments d'arrêt provisoire de l'économie capitaliste capable de reprendre ensuite son élan nouveau, mais sont remplacés par les phases de la crise chronique du capitalisme traversant la période historique du déclin définitif de l'économie bourgeoise. La potentialité actuelle des forces de production heurte violemment les bases du régime capitaliste incapable d'assurer leur épanchement et, de ce fait, la congélation des capitaux se présente comme un problème insoluble, leur dégèlement (la formation des nouveaux profits) n'étant possible qu'à la condition d'un élargissement formidable de la masse de la production, cet élargissement étant d'autre part inconcevable dans les limites du régime capitaliste.

Les événements qui ont précédé l'ouverture des hostilités en Afrique confirment pleinement ce que nous venons de dire au sujet du caractère réel de cette entreprise qui n'est point celui d'une conquête coloniale, mais représente le prélude de la conflagration internationale. En effet, s'il s'était agi d'une expédition coloniale, on comprendrait difficilement que l'impérialisme italien se soit trouvé dans la nécessité de repousser l'offre franco-anglaise qui fut faite en août 1935 à Paris et qui contenait non seulement d'amples satisfactions territoriales mais aussi l'assurance de concessions financières importantes et représentant un élément de tout premier ordre dans les conditions difficiles que traverse actuellement l'économie italienne. Si ces propositions ont été refusées par l'impérialisme italien cela dérive du fait que son économie ne traverse pas une situation à laquelle pouvait fournir une issue le compromis avantageux de la Conférence de Paris; c'est que nous sommes entrés dans la phase supérieure où elle ne peut se diriger que vers la guerre. Cela est d'ailleurs confirmé par l'importance des mesures militaires prises par Mussolini et qui sont absolument disproportionnées à la valeur de l'expédition en Afrique aussi bien qu'injustifiées à l'égard de la situation en Europe ne comportant pas des dangers d'ouverture immédiate d'hostilités. Il en est de même pour ce qui est de l'économie anglaise : la mobilisation de la flotte anglaise dans la Méditerranée ne procède pas du danger que ferait courir aux possessions anglaises la menace ita-

lienne, mais elle aussi caractérise la phase supérieure franchie par l'économie britannique.

Une autre considération d'ordre historique est à retenir. Quand nous examinons la nature des colonies italiennes, nous constaterons que leur importance n'est nullement d'ordre économique mais stratégique, l'Erythrée, la Somalie aussi bien que la Lybie sont loin de représenter pour l'impérialisme italien ce que représentent pour la France et l'Angleterre les riches colonies qu'elles ont pu conquérir. Pour nous en tenir à la conquête italienne de la Lybie (l'Erythrée et la Somalie ont été conquises au cours de la période ascendante du capitalisme pendant laquelle le problème de la guerre impérialiste n'était pas encore inéluctable et immédiat), il est absolument clair que les répercussions de cette conquête aux Balkans d'abord, dans les autres pays ensuite, se sont dirigées vers le conflit mondial et nous pouvons affirmer que les prémisses de la guerre de 1914 nous les retrouvons justement dans l'expédition italienne en Lybie, expédition qui fut dirigée non par un gouvernement réactionnaire, mais par le chef de la gauche bourgeoise, Giolitti, qui avait pu obtenir l'aide indirecte des socialistes dans le plan qu'il développa avec succès pour désarmer les organisations prolétariennes et les rattacher de plus en plus à l'Etat capitaliste.

Le poids considérable de l'Italie dans les rapports interimpérialistes dépend des circonstances mêmes du développement de ce capitalisme arrivant l'un des derniers dans la courbe des révolutions bourgeoises et manquant totalement des matières premières indispensables à une économie industrielle. L'expédition actuelle de Mussolini en Afrique ne dépend nullement des nécessités particulières du régime fasciste, aussi bien qu'elle n'est point une nécessité de diversion ou une entreprise de prestige de la dictature; elle a des raisons bien plus profondes et ainsi que nous l'avons dit à d'autres occasions, n'importe quel gouvernement qui se serait trouvé au pouvoir, n'aurait pu faire autrement que ce que fait Mussolini. Il est évident qu'il s'agit ici d'une hypothèse abstraite car, en réalité, les différentes nécessités du capitalisme sont assurées par la droite ou la gauche, suivant que les possibilités existent ou non pour corrompre les ouvriers afin de leur arracher leur adhésion ou leur appui à une politique bourgeoise donnée.

La tentative actuelle du Front Populaire italien de considérer la guerre en Afrique comme une « guerre fasciste » ne pouvant pas engager « l'honneur du peuple italien » (1) et pour déterminer un mouvement sous le mot d'ordre de « Via Mussolini » (au dehors Mussolini),

cette tentative pour le « gouvernement de la paix et de la liberté » échouera non parce que le capitalisme italien a des préférences organiques pour les fascistes, mais parce que dans la situation actuelle la seule forme pour annihiler le prolétariat consiste dans la répression féroce et les conditions n'existent pas pour répéter la manœuvre de Giolitti, en 1911 : écraser les révolutionnaires pour obtenir ensuite la passivité des masses envers la politique impérialiste.

Enfin, si nous voulons expliquer les dernières mesures économiques prises par Mussolini en Italie, il serait bien difficile de les considérer en fonction des nécessités de l'expédition africaine. Tout d'abord, nous n'assistons nullement à un soudain et brusque changement immédiat, mais à l'aboutissement de tout un cours dont les causes résident non dans la préparation de la guerre en Abyssinie (cette disposition du capitalisme italien ne date que du début de cette année), mais dans le rapport de force entre les classes en Italie et dans les vicissitudes de la crise économique dans la péninsule par rapport à la crise mondiale. L'intervention croissante de l'Etat dans le domaine économique n'est d'ailleurs pas une revendication particulière au fascisme, celui-ci par contre avait affiché le programme de restituer l'Etat à ses fonctions propres en l'expurgeant de toutes ses fonctions économiques que le socialisme réformiste lui avait donné. Si le fascisme s'était dirigé vers une attribution progressive des fonctions économiques (jadis dévolues à l'initiative privée), ce n'est donc pas en obéissance d'un dogme qui lui serait particulier (le plan De Man accepté avec des variantes plus ou moins importantes par les socialistes de tous les autres pays ne fait d'ailleurs que se diriger vers un chemin analogue à celui des fascistes), mais le fascisme ne faisait qu'obéir à des nécessités économiques dont il ne sera qu'une expression directe et fidèle au même titre que les gouvernements démocratiques des autres pays; cette tendance pour l'étatisation de l'économie étant universelle. L'initiative individuelle, en matière économique, n'est possible que lorsque les conditions existent pour un fonctionnement plus ou moins régulier de la production et de la vente des produits. Mais lorsqu'il devient impossible de réaliser la production par la vente au marché à un rythme qui corresponde approximativement aux exigences du profit capitaliste et que malgré tout il faut assurer une marge aux capitaux (sous forme de profits industriels, rentes, intérêts, etc.), alors la nécessité se présente de tirer continuellement des traites sur l'avenir ce qui n'est possible qu'au travers d'organismes

étatiques pouvant manœuvrer, à cet effet, l'arme du crédit sous ses différentes formes. Nous assistons à ce processus d'étatisation dans tous les pays et si cette tendance, qui est mondiale, prend des manifestations particulièrement algues en Italie et en Allemagne, cela dépend des conditions organiques d'infériorité de ces pays dépourvus de marchés coloniaux. Les manipulations de l'arme du crédit ne résolvent évidemment pas le problème économique mais arrivent toutefois à retarder l'explosion des phénomènes de la crise et si elles ne permettent un développement industriel que dans les domaines particuliers des industries militaires, elles peuvent toutefois assurer le service des intérêts surtout en empêchant ainsi l'écroulement économique et ne laissant à l'activité économique dans son ensemble que le train réduit qu'il est possible de lui maintenir. Les dernières années nous avons assisté en Italie à une efflorescence de théories autour des corporations dont la signification réelle ne résidait en définitive que dans le processus d'une étatisation économique croissante. Les différentes élucubrations des Spirito, Farinacci, Rossoni, etc. n'étaient qu'une chorégraphie destinée à s'effriter avec le développement des événements.

La position d'avant-plan dans la lutte contre l'Italie, qu'occupe l'Angleterre ne contredit pas notre thèse qui voit dans l'étatisation économique la maturation des conditions pour la guerre. Nous avons déjà dit au sujet de cette dernière que la conquête des marchés ou des colonies n'est pas la cause mais la manifestation, non l'origine mais l'objectif du conflit; cause et origine se retrouvant uniquement dans le désaxement de tout le mécanisme économique qui à son tour ne trouve point une possibilité de régularisation ou de solution dans la conquête du marché ou de la colonie; une régularisation du processus économique n'étant possible qu'au travers de la destruction du régime capitaliste et la fondation de la nouvelle société prolétarienne. Bien qu'en Angleterre l'intervention de l'Etat dans le domaine économique ne soit nullement comparable à celle qui s'est effectuée en Italie et en Allemagne, il faut considérer que dans le domaine essentiel de l'économie, le domaine financier, l'Angleterre, avec la création du Fonds d'Egalisation des changes et la dévaluation du sterling a accompli un geste d'une importance énorme dans le mécanisme économique qu'elle contrôle et contrôlera sans discontinuité. Dans ce domaine, l'Angleterre a devancé les Etats-Unis et la Belgique, et la France n'en est pas encore arrivée à ce point. Cela peut expliquer la position actuelle de l'Angle-